

Pourquoi? Parce qu'en 1925, on a permis à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande d'exporter leurs produits en notre pays en vertu d'un droit de 1 c. par livre.

Les cultivateurs de l'Ouest se plaignent de la crise. Je partage leur avis et je sympathise avec eux. Je serais sûrement disposé à faire tout en mon pouvoir pour leur venir en aide, mais on ne sait pas dans l'Ouest ce qu'est le marasme. Depuis 1925, les producteurs de lait de l'Est ont perdu tout ce qu'ils avaient amassé durant toute une vie de labeur. Ils sont ruinés. Les gens de l'Ouest ne souffrent que depuis un an.

M. DONNELLY: L'honorable député a-t-il jamais été dans cette partie du pays?

M. PICKEL: Oui. Autrefois, les cultivateurs de l'Ouest obtenaient de bons prix; ils faisaient de bonnes affaires. Mais, dans les Cantons de l'Est, nous souffrons depuis sept ans et notre situation est précaire. La mévente du blé pose un problème sérieux. Les gens de l'Est le comprennent et sont disposés à faire tout en leur pouvoir pour remédier à cet état de choses. Je ne saurais dire ce qu'il faudrait faire, mais je suis prêt à appuyer toute mesure tendant à améliorer l'état du cultivateur de l'Ouest.

Quand on parle d'agriculture ici, on ne songe jamais au producteur laitier de l'Est. Depuis longtemps, on ne pense qu'aux producteurs de grain de l'Ouest. Tout ce que la plupart des députés savent de l'agriculteur de l'Est vient du laitier qui, pour expliquer les hauts prix auxquels il vend son lait, raconte partout que le cultivateur le vole. Il ne dit pas que, tandis que le cultivateur touche un dollar, le laitier en reçoit trois. Que mes honorables collègues examinent sérieusement l'état du producteur laitier de l'Est. Depuis 1925, les fermes expérimentales et de démonstration du pays nous ont démontré que la production d'une livre de beurre coûte 40 c. avec du son à \$30 la tonne et de la moulée à \$38 la tonne. Mais, si le son coûte \$40 la tonne et la moulée \$50, comme il nous a fallu payer durant trois ou quatre de ces six années, le beurre revient à 50 c. la livre, de sorte que les cultivateurs perdaient 10 c. par livre de beurre qu'ils produisaient. Ils auraient mieux fait, en 1925, d'abandonner leur terre et d'attendre...

Une VOIX: Un changement de gouvernement?

M. PICKEL: ...un changement de gouvernement.

On a beaucoup parlé des méfaits du tarif douanier. Durant la session de septembre, l'honorable représentant de Bruce-Nord (M. Malcolm), à propos du projet de relèvement

[M. Pickel.]

des droits, a mentionné que l'industrie du caoutchouc était dans un état prospère. Afin de ne pas prolonger la discussion, je ne lui ai pas alors demandé la raison de cette prospérité. En 1878, on n'ouvrait pas le caoutchouc au Canada et, de 1878 à 1885 ou 1886, je pouvais économiser le prix de mon voyage aller et retour en allant m'acheter une paire de caoutchoucs de l'autre côté de la frontière, à vingt milles de distance. Aujourd'hui, nous pouvons acheter des caoutchoucs un peu mieux faits au Canada par des ouvriers canadiens et à meilleur compte qu'aux Etats-Unis. Voilà ce que la protection a fait pour l'industrie du caoutchouc et ce qu'elle fera pour tout autre industrie. Les industries ont besoin de protection, et non seulement les industries manufacturières, mais l'agriculture aussi. Les gens de l'Ouest récoltent beaucoup plus de produits que nous ne pouvons en consommer au pays. Si leur production était limitée à notre consommation, ne demanderaient-ils pas la protection contre les produits russes?

Je m'arrête à l'examen de l'industrie laitière. Comme je représente une circonscription où cette industrie a beaucoup d'importance, je m'y intéresse fort et je prie la Chambre d'accorder toute la considération voulue au producteur laitier de l'Est. On peut lui venir en aide. Nous ne produisons pas, à l'heure actuelle, autant de beurre que nous en consommons. En entrepôt frigorifique, à Montréal, il y a environ quatre millions de livres de beurre de la Nouvelle-Zélande, et environ trois millions de douzaines d'œufs. On les garde en réserve pour s'en servir comme d'une arme en vue d'empêcher la hausse des prix. Quand on commencera à produire du beurre au Canada, au printemps, les marchands l'achèteront à bas prix et le mettront en entrepôt frigorifique, afin de renouveler la tactique l'hiver prochain. En 1924, nous avons exporté 24 millions de livres de beurre classé n° 1, le meilleur au monde. Depuis deux ans, cependant, nous n'avons pas exporté de beurre et il n'y a plus de classement. Si bien que nous avons perdu l'art de fabriquer le beurre. Le pacte conclu avec l'Australie nous a forcés à trouver des débouchés pour nos produits laitiers en dehors du Canada. La Nouvelle-Zélande a capté notre marché du beurre; nous avons dû expédier notre lait et notre beurre aux Etats-Unis; nous avons cessé de faire du beurre. Il nous faudra rattrapper ce métier. Si l'on fait en sorte que l'industrie laitière soit rémunératrice au Canada il n'y aura pas à s'inquiéter, monsieur l'Orateur, quant à la production: elle ne manquera pas. Si cette production nous rapporte, nous la ferons; si elle ne nous profite pas, nous ne pouvons pas la faire.